

éliminer l'apartheid

Répondant à une lettre du m.r.a.p. qui s'inquiétait de la politique persistante de soutien au régime raciste de l'Afrique du Sud, M. Louis de Guiringaud, ministre des Affaires Etrangères conclut : « En ce qui concerne l'élimination de l'apartheid, une politique de persuasion a certainement plus de chance vis-à-vis des Sud-Africains d'aboutir à des résultats qu'une politique de sanctions brutales. Une telle politique serait certainement peu efficace... et risquerait de durcir inutilement l'attitude de la communauté blanche et de retarder ainsi les évolutions indispensables. » Dans un « point de vue » publié par le journal *Le Monde*, l'ex-dirigeant de l'O.A.S., Jacques Soustelle reprend la même idée dans des termes semblables : « L'aveugle hostilité que l'on montre à la République Sud-Africaine ne peut que durcir les extrémistes et va à l'encontre du but poursuivi ».

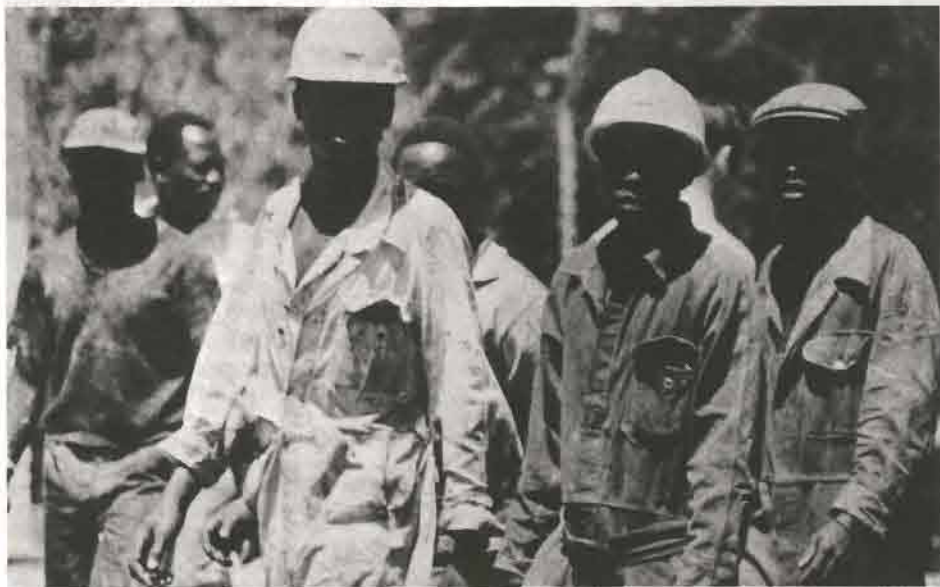
On ne s'étonnera pas que M. de Guiringaud et un député de la majorité comme Jacques Soustelle aient en commun bien des objectifs et notamment celui de faire croire que la solution aux problèmes de l'Afrique du Sud se trouve avant tout entre les mains des Blancs.

Mais, certains lecteurs du *Monde* ont pu être déconcertés par le ton employé par Soustelle. A l'en croire, le gouvernement français serait devenu un défenseur inconditionnel de ceux qu'il appelle « les terro-

raciste qu'on s'interroge légitimement sur les divergences réelles qui l'opposeraient à l'entendre, au gouvernement. Celui-ci est en effet, accusé par lui de vouloir livrer le sud de l'Afrique « aux racistes », un ennemi irréductible du régime raciste.

En fait, l'intervention de M. Soustelle s'intègre tellement bien dans une vaste campagne développée récemment par certains milieux pour donner une image de marque positive à l'Afrique du Sud

L'apartheid, une forme d'exploitation au service du profit.



Russes » et de faire peu de cas de sa mission éternelle de défenseur de la civilisation occidentale chrétienne.

apartheid télévisé

A la suite d'une première émission télévisée de large audience, où le professeur Barnard avait pu développer sans contradictoire sa vision de l'apartheid, le m.r.a.p. avait écrit aux responsables de la télévision pour que le « droit de réponse » soit accordé aux véritables représentants du peuple sud-africain, les responsables du mouvement de libération, l'African National Congress. Loin de répondre positivement à cette demande, la télévision offrait à nouveau une tribune à ce défenseur de la suprématie blanche en Afrique du Sud, lui donnant même l'occasion de faire tourner pour « L'événement » un film qui traduise sa vision des choses. Peu d'éléments à retenir de cet amas de clichés paternalistes, si ce n'est que la propagande se fait peut-être plus « subtile » ! Mais enfin ! Quel scandale qu'au moment où le régime de l'apartheid redouble de cruauté dans sa répression contre la population noire et tous les démocrates, la voix de ceux qui souffrent et qui se battent pour la justice soit à nouveau censurée ! Etait-ce pour faire plaisir aux hôtes de M. Giscard d'Estaing frère, invité de l'Afrique du Sud au moment de la pire répression ?

vers la reconnaissance des bantoustans ?

Dans le monde des affaires, aussi, on s'agite. La revue *Moci* du 24 octobre consacre tout un dossier à l'Afrique du Sud, sur le thème : « Reprise et inquiétudes ». Un placard publicitaire d'une page affirme : « L'Afrique du Sud - C'est le moment d'investir ». L'Agence économique et financière, une autre publication à destination des chefs d'entreprise, publie son troisième numéro spécial sur l'Afrique du Sud, en insistant tout particulièrement sur la réalité des bantoustans, ces réserves disséminées en plus de 100 parcelles sur 13 % du territoire, où l'on veut refouler les Noirs « improductifs ». La fiction d'indépendance octroyée par le gouvernement raciste à ces territoires a franchi une nouvelle étape avec « l'indépendance » du Bophutatswana. C'est une clef de la politique d'apartheid tramée par le régime de Vorster contre le peuple sud-africain.

M. Soustelle, invité l'été dernier par le gouvernement raciste, est revenu convaincu. C'est sur la question des bantoustans qu'il fait porter la pointe de sa propagande. Il condamne le gouvernement français, coupable à ses yeux de refuser de reconnaître l'indépendance de ces réserves. Or, dans le *Financial Mail* de Johannesburg, on pouvait lire, le 30 septembre dernier, les déclarations d'un industriel sud-africain, M. Robertson, selon lequel « Les fabricants de pièces détachées français et allemands envoient ces éléments pour assemblage au Transkei (le premier bantoustan « indépendant » N.d.l.r.) et en réexportent les produits finis, profitant ainsi de la main-d'œuvre à bon marché qu'ils ne trouvent plus en Europe ». Il se plaignait que ses compatriotes se laissent ainsi prendre de fructueux marchés. De son côté, Lucas Mangopé, « Premier Ministre » du Bophutatswana déclarait dans son discours d'« indépendance » qu'il n'accordait pas d'importance à la reconnaissance légale de son « Etat », pourvu que s'y développent les investissements étrangers. Un nouveau contrat d'importance donnait la préférence à un consortium français pour la construction du premier complexe hydro-électrique du Transkei, tandis que la Sodétec s'engageait à construire la nouvelle capitale du Bophutatswana. De quoi combler les vœux de M. Mangopé ! Mais après les nombreux voyages que lui et ses semblables ont effectué en France dans ce but, comment eût-il pu n'en être pas ainsi ?

une politique à double face

Reconnaissance de fait des bantoustans, investissements accélérés pour leur donner un semblant de crédibilité, voilà pourtant qui devrait combler d'aise cet ardent défenseur des nazis de Prétoria qu'est devenu M. Soustelle. A moins qu'il soit pratique aussi pour le gouvernement, d'avoir sur sa droite des critiques susceptibles de se donner bon visage. (Nous ne soutenons pas l'Afrique du Sud, au contraire, lisez les vives critiques que nous adresse à ce sujet un député de la majorité), tandis que la propagande raciste trouve un « mouton noir » d'autant plus indiqué pour « supporter le poids des péchés du monde » que sont appartenances au comité central de la L.I.C.A. (Ligne Internationale contre l'Antisémitisme) peut sembler à certains un certificat suffisant d'antiracisme.

En fait, bien des éléments incitent une fois de plus à la vigilance. Le gouvernement français a été contraint, cette fois, d'accepter l'embargo sur toutes les armes à destination de l'Afrique du Sud.

droit et liberté ■ n° 364-365 ■ décembre 1977 - janvier 1978



Investir sur le racisme.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne s'est pas précipité pour rassurer ses antiracistes sur ses intentions réelles. Des deux avis construits par l'arsenal de Lorient, l'un arbore toujours le drapeau sud-africain. On parle aussi d'une possible acquisition de ces bâtiments par un pays d'Amérique Latine. Quand on sait les liens de toute nature qui existent entre les dictatures sud-américaines et le régime de l'apartheid, on peut légitimement exiger du gouvernement français quelles garanties il compte mettre en œuvre pour qu'en aucun cas la vente des avisos à un pays tiers ne serve d'intermédiaire discret.

De même, on pouvait lire dans le *Times* du 15/12 ce qui suit : *Un sous-marin sud-africain mis à l'eau ; Le premier des sous-marins Daphné construits pour l'Afrique du Sud par les chantiers Dubigeon-Normandie a été mis à l'eau sur la Loire, à Nantes, pour ses premiers essais. Bien que la France ait voté l'embargo du Conseil de Sécurité contre l'Afrique du Sud, le mois dernier, le travail sur les 4 bâtiments construits pour l'Afrique du Sud s'est poursuivi afin de terminer le contrat. Une police d'assurance avait été signée pour tenir compte de l'interruption éventuelle du travail pour des motifs politiques.*

Enfin, on apprenait qu'une délégation de militaires sud-africains devait venir faire un stage en France, dans l'entreprise C.I.T. Alcatel, pour se familiariser avec l'utilisation de « Sonars » construits par la firme pour le régime raciste. Décidément, on n'a pas l'impression que le gouvernement français ait pris des disposi-

tions très fermes pour faire mentir « Pik » Botha, le ministre sud-africain des Affaires Etrangères, lorsqu'il déclarait après l'embargo décidé par l'O.N.U. : « Qui donc essaie-t-on de bluffer ? Ce que nous ne pouvons fabriquer en Afrique du Sud, nous continuerons à l'obtenir du monde extérieur. »

faire mentir les racistes

Et nous ! Si nous, nous le faisons mentir ? Déjà, le projet d'implantation de 40 familles d'atomistes sud-africains à Villefontaine, dans l'Isère, a suscité une protestation vigoureuse de la population. A Lyon, également, le nouveau quotidien régional *Le Point du Jour* a dévoilé l'existence de réseaux de recrutement de tueurs racistes à destination de la Rhodésie. Les autorités ne pouvaient pas l'ignorer. Les démocrates ne le toléreront pas.

Car en ce moment, sur les lieux, la plus terrible répression se développe avec le cynisme qu'on connaît depuis longtemps aux racistes de l'apartheid. Après le non-lieu qui a suivi l'enquête concernant la mort du militant noir sud-africain Steve Biko, un policier déclare : « Les fers (qu'il avait aux pieds et aux mains) ne pressaient pas plus que des lunettes. » Quant au ministre Krüger, ministre de la Justice, de la Police et des Prisons, ayant appris qu'on a trouvé à l'autopsie de graves lésions cérébrales, il ose dire : « Moi-même, il m'arrive d'avoir envie de me taper la tête contre les murs ». De tous ceux qui depuis un mois ont été torturés, arrêtés, tués, ne citons que Solomon Koalane, 13 ans, tué par balle par une patrouille de police qui suspectait deux enfants d'« abandonner une voiture apparemment volée ». Les tueurs de l'apartheid ont remporté un succès sans exemple aux dernières élections (seuls votent les Blancs). En assassinant les enfants de leur pays, ils blessent aussi l'espoir d'une Afrique du Sud sans racisme.

Quant au régime de Smith, il vient de massacrer plus d'un millier de patriotes zimbabwéens réfugiés au Mozambique, dont des centaines de femmes et d'enfants. Les récits parus dans la presse britannique sur les exactions des mercenaires sont effarants d'horreur. C'est pour ça qu'on recrute à Lyon.

Nous sommes les frères de Solomon Koalane, comme nous sommes les frères de Lucien Mélyon, de Laid Sebaï. Les mêmes forces les ont abattus, la même détermination doit nous pousser à combattre leurs ennemis.

Racine MAIGA